

Précurseur dans l'organisation de conférences sur le développement du continent africain, le Japon a montré très tôt un intérêt particulier pour l'Afrique, au moment où plusieurs pays, préoccupés par les effets de la guerre froide, tournaient le dos à ce continent et à son développement.

Le pays du Soleil levant organise depuis 1993 la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique. Cette année c'est à Yokohama que cette nouvelle édition du TICAD (28 au 30 août) est organisée. Le sommet vise à mener un débat à l'échelle internationale sur le thème de développement de l'Afrique, à débattre des questions et surtout des moyens de renforcement de la coopération. Car aujourd'hui il est question de faire de l'Afrique un partenaire, non pas un marché ou encore moins un réservoir de matières premières. Dans cet entretien accordé au Jeune Indépendant, l'ambassadeur du Japon en Algérie, Kazuya Ogawa, revient sur les relations de son pays avec le continent africain d'une manière générale, et avec l'Algérie en particulier.



Photos A. Ryad/LJI

L'AMBASSADEUR DU JAPON AU JEUNE INDÉPENDANT

«Les échanges entre Alger et Tokyo sont en deçà des ambitions des deux pays»

●● Propos recueillis par Lillia Aït Akl

LE JEUNE INDÉPENDANT : la septième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD7) s'est déroulée à Yokohama. Quelles sont les questions phare qui sont au centre des débats ?

Kazuya Ogawa : Tout d'abord je commence par l'histoire du TICAD. C'est en 1993 que cette Conférence a été lancée, juste après la fin de la guerre froide où beaucoup de pays étaient occupés à gérer les suites de la guerre froide, et les aides en direction de l'Afrique ont baissé. Le Japon s'est toujours intéressé à ce continent et soucieux de son développement, d'autant qu'il dispose de beaucoup de potentialités. C'est la raison pour laquelle nous avons lancé cette Conférence en 1993 pour que par la suite suivent d'autres initiatives d'autres pays, comme l'Union européenne, l'Amérique et la Chine qui a lancé son Forum sur la coopération sino-africaine en 2000, soit sept ans après le lancement de notre initiative.

Au départ, l'accent a été mis sur le développement, la coopération et l'assistance pour le continent africain, mais maintenant on mise sur l'investissement, l'échange commercial entre les pays de ce continent et le Japon, d'autant que l'aide n'est pas durable. Aujourd'hui donc, l'Afrique doit se développer automatiquement par l'investissement dans plusieurs domaines, notamment l'agriculture. Et puis l'Afrique n'est pas uniquement le marché de nos produits ou le lieu où on s'approvisionne en matières premières, comme le pétrole et le gaz naturel, il faut approfondir nos échanges commerciaux.

Face à la diversification des partenaires de l'Afrique (Chine, Etats-Unis d'Amérique et Union européenne), quel serait l'apport du Japon dans le développement économique et commercial en Afrique ?

Le Japon est un grand partenaire du continent africain, même si en termes de niveau d'échanges commerciaux on n'est pas le premier pays. On est classé en sixième position (import et export), un classement qui n'est pas mal. La raison, c'est la distance qui nous sépare, donc c'est évident. Et c'est toujours le TICAD qui trace la ligne directrice de notre relation et de notre partenariat avec le continent africain. Mais il est évident que notre relation avec un pays n'est pas la même avec un autre. Avec l'Algérie ce n'est pas la même qu'avec le Kenya, la Tanzanie... C'est selon la situation de chaque pays.

Le Japon et les pays d'Afrique ont entretenu une longue relation sur tous les plans et qui dure depuis plus de quarante ans. Pourrait-on faire le bilan de cette coopération multiforme ?

Effectivement. Après chaque TICAD on fait le bilan des aides octroyées par le gouvernement japonais au continent africain. Par exemple en 2016, soit la dernière conférence du TICAD, on a déboursé 30 milliards de dollars entre investissements privés et aides dans divers secteurs.

Ce programme d'appui qui touche à sa fin, soit cette année, est presque achevé. Pour les trois prochaines années, on a promis 20 milliards de dollars, car ce sommet se tient tous les trois ans. Cette année c'est à Yokohama que les travaux se sont déroulés, la prochaine fois ça sera certainement dans un pays africain, car c'est par alternance et c'est l'Union africaine qui décide de ce pays après consultation avec le Japon.

Quelles sont les perspectives de développement de la coopération avec l'Algérie, en particulier, et les pays de l'Afrique du Nord, en général ?

Le Premier ministre algérien et celui du Japon ont eu un entretien bilatéral lors de ce TICAD. Les discussions se sont axées sur nos futures relations. En 2017 le volume des échanges commerciaux entre les deux pays était de 500 millions de dollars. Cela ne reflète pas la grandeur de l'Algérie qui compte 44 millions d'habitants et premier pays africain en termes de superficie, d'un côté, et le Japon qui est la troisième puissance économique, de l'autre côté. Donc, les échanges entre Alger et Tokyo sont en deçà des ambitions des deux pays. Néanmoins, beaucoup de possibilités de développer notre relation économique existent. Les constructeurs automobiles japonais, à l'instar de Toyota, Nissan et Suzuki, s'empressent de venir investir en Algérie. Ils n'attendent que le feu vert de l'Algérie pour monter des usines et fabriquer des voitures japonaises en Algérie. Cette question a été d'ailleurs débattue par les deux Premiers ministres qui ont également discuté de la non-double imposition des taxes.

Outre l'automobile, quels sont les secteurs qui peuvent faire l'objet d'investissement du Japon en Algérie ?

On peut investir dans la pharmacie, l'agroalimentaire et surtout dans le domaine de l'informatique et des TIC dont nous avons une grande maîtrise. Cependant, l'investisseur est confronté à certaines barrières en Algérie, contrairement au Maroc et à la Tunisie. La bureaucratie

et les lenteurs administratives bloquent l'investissement. C'est la raison pour laquelle on espère à l'avenir plus de flexibilité dans les démarches administratives.

Actuellement nous assistons à de grands bouleversements dans le monde, des mutations économiques et sociales majeures. Quelle serait la contribution du Japon quant à la stabilité et le développement de ces pays en voie de développement ?

C'est une question importante. J'ai fait trois pays africains, à savoir le Sénégal (de 1981 à 1983), le Rwanda (de 2013 à 2015) et maintenant l'Algérie. Je connais donc l'Afrique de l'Est, de l'Ouest et aussi l'Afrique du Nord. Le continent offre beaucoup d'opportunités, c'est un continent d'avenir. Nous pouvons aider les pays en voie de développement par le transfert de technologie, à travers l'envoi d'experts japonais pour les faire bénéficier de notre expérience technologique. Chose que nous avons déjà faite au Sénégal et au Rwanda.

Pour ce qui est de l'Algérie, notre relation technique est très dense. Nous recevons des stagiaires algériens, une vingtaine chaque année, dans le domaine de la gestion de risque de catastrophes naturelles, notamment les tremblements de terre, mais aussi dans le domaine de l'agriculture, de la pêche. Donc nous comptons continuer ce genre de coopération marquée essentiellement par le transfert de technologie de pointe pour les pays en voie de développement. Ce qui est important également, c'est que l'Afrique se développe seule et ne dépend plus des partenaires extérieurs.

En dernier, le Japon aspire à continuer sur cet élan et garder les bonnes relations avec le continent africain et un bon développement pour l'Afrique et le monde entier. Un continent qui n'est pas uniquement un marché, mais une destination de notre investissement et transfert de technologie. Aujourd'hui beaucoup de Japonais manifestent l'intérêt de venir travailler en Afrique, pas uniquement les hommes d'affaires, mais aussi des experts en assistance technique et des volontaires.

L. A. A.

